

Service Risques / PRATERR
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection de l'environnement

Visite d'inspection du 05/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BABYNOV

Montigny-Lengrain

Code AIOT : 0005106725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement BABYNOV implanté 47 route de Compiègne 02290 MONTIGNY-LENGRAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BABYNOV
- 47 route de Compiègne 02290 MONTIGNY-LENGRAIN
- Code AIOT : 0005106725
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BABYNOV exploite une unité de fabrication d'aliments infantiles sur le territoire de la commune de MONTIGNY-LENGRAIN. L'établissement compte 145 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

En raison des risques et inconvénients qu'ils présentent, notamment pour la sécurité, les appareils à pression font l'objet d'un encadrement réglementaire dans le Code de l'environnement. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à des opérations de contrôle de suivi en service, introduites par l'article L. 557-28 du code précité, qui sont précisées dans l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif à l'exploitation des équipements sous pression (ESP) et des récipients à pression simples (RPS).

La DREAL Hauts de France, pour le compte du Préfet et sur son périmètre géographique, est l'autorité administrative compétente qui exerce la vérification de l'application des exigences réglementaires mentionnées plus haut.

Le respect de cette réglementation relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif et ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection de l'environnement ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection de l'environnement à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7, L. 171-8, L. 557-53 et L. 557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
3	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective	2 mois
5	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Demande d'action corrective	2 mois
6	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
7	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Conditions d'utilisation, respect de la notice	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Accessoires de sécurité des générateurs de vapeur	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Réalisation d'une inspection périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des équipements sous pression n'est pas conforme aux dispositions réglementaires applicables, notamment l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée :
Article 6
III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des

tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Une liste d'équipements a été présentée. Cette liste est conforme sur la forme. Cependant, lors de la visite du site, nous avons pu constater l'utilisation de plusieurs équipements sous pression soumis au suivi en service selon l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, qui n'étaient pas recensés en tant que tel dans la liste présentée et n'étaient pas connus par les personnes avec lesquelles l'inspection a été réalisée. Il s'agit en particulier des équipements suivants* :

- 1) un vase d'expansion de marque Global Water Solutions situé dans le local "chaufferie (PS : 10Bar, Vol : 24L, année : 02/2020) ;
- 2) un déshuileur de marque Aircom situé dans un compresseur (PS : 15Bar, Vol : 70L) ;
- 3) un sécheur par adsorption situé dans la galerie technique, fabriqué par Pneumatech et composé de deux réservoirs fabriqués par Aircom (PS : 16Bar, Vol : 170L, n° de série : 1624018199 et n°1624018099) ;
- 4) un vase d'expansion fabriqué par Aquapresso situé dans le local "traitement de l'eau" (PS : 10Bar, Vol : 50L, n° de fabrication : 2210 - 2848461) ;
- 5) un vase d'expansion fabriqué par Aquapresso situé dans le local "traitement de l'eau" (PS : 10Bar, Vol : 50L, n° de fabrication : 1802 - 2168835) ;
- 6) un vase d'expansion de marque Varem situé à proximité du groupe froid positif MTA (PS : 6Bar, Vol : 100L, année : 2009) ;
- 7) un groupe froid négatif de marque Profroid (type : GC6 CB3SHS120ZC/C5AH4MD3-6P, n° de série : 133562/130/35349, année : 2009) composé d'un réservoir de marque Tecnac (PS : 32Bar, Vol : 300L, n° de fabrication : RH-3062-09) ;
- 8) un groupe froid négatif de marque Rivacold (code : MXL363Z052-12M-F, n° de série : 102221004373, année : 2022) composé d'un réservoir de marque Bitzer (PS : 33Bar, Vol : 73L, année : 2021, n° de fabrication : 1100202169).

Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a transmis par mail du 26 juin 2024, une liste mise à jour qui comporte désormais les équipements listés n°1, 3, 4, 5, 7 et 8.

Sur cette dernière apparaissent les équipements sous pression suivants :

- Pour l'équipement listé en n°2 ci-dessus, il semble que les références de fabricant et de numéro de fabrication ne soient pas les bons au vu des données indiquées à la ligne n°48 de la liste transmise.
- Pour l'équipement n°6 ci-dessus, il semble que les données sur le volume ne soient pas correctes au vu des données indiquées à la ligne n°71 de la liste transmise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque n°1 : Il convient de modifier la liste sur ces points et de la mettre à jour suite aux contrôles ou remplacements prévus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Liste des appareils à pression (suite)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Une liste d'équipements a été présentée. Au cours de l'inspection, d'autres équipements pouvant être également soumis au suivi en service ont été relevés sans que toutes les informations nécessaires n'aient pu être relevées pour l'affirmer (manque de donnée sur la PS, le volume ou le type de fluide contenu). Il s'agit des équipements suivants : 1) un assécheur d'air de marque Pneumatech situé à proximité du réservoir d'air comprimé Pauchard (PS : 13Bar, année : 2019, type : AD500, n° de production : 4102003771) ; 2) un assécheur d'air de marque Atlas Copco situé à proximité du réservoir d'air comprimé Pauchard (PS à la haute pression : 43Bar, année : 2014, type : FD245, n° de production : 8102224390) ; 3) un groupe froid positif de marque MTA situé à l'extérieur (PS à la haute pression : 41,5 Bar, année : 2014, n° de série : 2200236501). Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a transmis par mail du 26 juin 2024, une liste mise à jour. Sur cette dernière n'apparaissent pas les équipements sous pression indiqués ci-dessus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Remarque n°2 : Il conviendra de justifier si les équipements identifiés sont soumis ou non aux dispositions du suivi en service de l'AM du 20/11/2017. S'ils devaient l'être il conviendra alors de justifier d'un suivi conforme et, au besoin, de présenter un plan de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dossiers des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :
 - pour tous les équipements :
 - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
 - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
 - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
 - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
 - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

Constats :

Lors de l'inspection, les dossiers d'équipements suivants ont été consultés :

- Autoclave 1300-5 de 2007, n°S3288
 -/ Etaient présents : le registre, la déclaration de conformité CE de l'ensemble (ACAFR, échangeur, filtre), la notice d'instructions, le plan de contrôle selon l'AQUAP 2005/1, l'identification et le paramétrage de l'accessoire de sécurité, les comptes rendu d'IP des 07/12/21 (ACAFR), 20/12/21 (échangeur), 06/12/18 (échangeur), 29/11/23 (ACAFR) et de RP du 26/04/17 (ACAFR et échangeur) ;

- Générateur de vapeur Gaec Alstom - n° F 3382 - année 1996 - PS 24B - Vol 15940I - exploité selon Aquap 2007/01 (72h)
 -/ Etaient présents : le registre de suivi, l'état descriptif, le Pv d'épreuve initiale, le CAi pour modif du mode d'exploitation (passage en 72h), attestation de Rp du 25 fév 2020, Cr d'IP des 22 fév 2022 & 12 mars 2024, Cr du mode d'exploitation des 20 fév 2020 & 5 jan 2023, plan de contrôle n° F 3382 du 23 jan 2010, Pv de tarage des soupapes 187585 & 186600
 -/ Etaient absents : le CAi pour l'ajout de l'économiseur Babcock, le Cr d'IP "favorable" pour l'éco (le dernier Cr présenté étant défavorable)

- Réservoir Pauchard - n° 6576 - année 1996 - Vol 3000I - PS 10B
 -/ Etaient présents : le registre de suivi, l'état descriptif, le Pv d'épreuve initiale, les plans, le certificat de tarage de la soupape, le Cr d'IP des 4 juin 2018 & 17 jan 2023 "défavorable"
 -/ Etais absent : le Cr d'IP "favorable" après l'IP du 17 jan 2023 « défavorable » et l'ensemble des contrôles réalisés ne figuraient pas sur le registre de suivi.

Par ailleurs, dans la liste des équipements sont présents deux réservoirs situés dans les compresseurs (l'un de marque Atlas Copco et l'autre de marque Worthington Creyssensac). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les dossiers de ces équipements lors de l'inspection.

<p>Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a transmis par mail du 26 juin 2024, de nouveaux rapports d'IP dont la conclusion est favorable pour le réservoir Pauchard n° 6576 et pour l'économiseur dont les dossiers ont été consultés. Ainsi, les éléments suivants sont toujours attendus pour que les dossiers soient complets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour le GV Gaec Alstom - n° F 3382 : le CAi pour l'ajout de l'économiseur Babcock, • pour le réservoir Pauchard : un registre renseigné avec les dates de contrôle.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non Conformité n°1 : La constitution des dossiers des équipements présents sur site est partielle. Pour les dossiers consultés, les éléments manquants sont précisés ci-dessus. Pour les autres équipements vus en inspection et repris dans la remarque n°1, aucun dossier d'équipement n'a été présenté. Il convient donc que ces dossiers soient constitués et transmis pour chacun des équipements listés dans la remarque n°1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 15</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>-1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>-2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p> <p>[...]</p>

Constats :

Certains équipements vus lors de l'inspection et non repris dans la liste 6.3 sont en retard d'IP. De plus, dans la liste 6.3 présentée, l'échangeur ES3608 est en retard de contrôle (échéance : 25/05/24).

En outre, concernant :

- le générateur de vapeur : les échéances maximales entre chaque contrôle réglementaire ne sont pas toujours respectées, par ex l'IP à échéance du 22/02/22 réalisée le 12/03/24 alors que la périodicité maximale entre 2 IP est de 24 mois. Il en va de même pour les contrôles des dispositifs de régulation (SPHP), réalisés les 20/02/20, 1/4/22 et 5/1/23 alors que la périodicité maximale de contrôle est de 12 mois.
- le réservoir Pauchard : les contrôles ne sont pas toujours renseignés dans le registre ou pas réalisés.

Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a transmis par mail du 26 juin 2024, un compte rendu d'IP favorable pour l'échangeur ES3608. De plus, plusieurs devis ont été transmis pour la réalisation d'IP pour les équipements en retard. De plus, M. Bouhaoui indique que certains équipements seront changés, notamment les vases d'expansion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité n°2 : Des équipements sont en retard d'IP. Il conviendra de transmettre les comptes-rendus d'IP ou de confirmer le remplacement des équipements en retard de contrôle réglementaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

Prescription contrôlée :**Article 18**

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

<p>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p>II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Certains équipements vus en inspection et non repris dans la liste 6.3 sont en retard de RP.</p> <p>Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a indiqué dans son mail du 26/06/24 que les vases d'expansion en retard seront remplacés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n°3 : Des équipements sont en retard de RP. Il convient de nous envoyer les comptes rendus de RP ou de justifier du remplacement des équipements en retard.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Compétence du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Certains équipements sont soumis à déclaration de mise en service.</p> <p>Pour le réservoir d'air Pauchard, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que du personnel est reconnu apte pour la conduite de cet équipement.</p> <p>Concernant la conduite des générateurs de vapeur, une liste des personnes habilitées a été fournie (mise à jour le 26/04/24). Toutes les dates de fin de validité de l'habilitation des personnes listées dans celle-ci sont dépassées et l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'un</p>

<p>renouvellement d'habilitation a été fait.</p> <p>Concernant la conduite des ACAFR, une liste des personnes habilitées a été fournie (mise à jour le 26/04/24). Sur les 32 personnes listées dans celle-ci, 4 personnes ont la date de validité de leur habilitation dépassée depuis fin mars 2024.</p> <p>Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a transmis par mail du 26 juin 2024, des devis et des convocations pour la formation du personnel pour la conduite d'ESP. Les formations devraient s'étaler jusqu'en septembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n°4 : Le personnel en charge de l'exploitation des équipements soumis à déclaration de mise en service n'est pas reconnu apte à la conduite de ces équipements ou a sa date de validité d'habilitation dépassée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Accessoires de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]</p> <p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables. Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger.</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le manomètre, présent sur la cuve d'air comprimé de marque Pauchard située dans la salle « compression », a une plage allant de 0 à 10 bar alors que la PS de cet équipement est de 10 bar.</p> <p>Par ailleurs, une des deux soupapes présentes sur le générateur de vapeur ne dispose plus d'identification.</p> <p>Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a transmis par mail du 26 juin 2024, une photo justifiant que le</p>

manomètre a été remplacé par un manomètre adapté à la PS de la cuve d'air comprimé Pauchard.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Non conformité n°5: Une soupape du générateur de vapeur n'est pas identifiable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Réalisation d'une inspection périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 17</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été relevé que les conclusions des 2 comptes rendus d'IP suivantes sont non satisfaisantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compte rendu d'IP du 17/01/2023 concernant le réservoir d'air Pauchard n°6576 (manque documentaire concernant l'état descriptif), - compte rendu d'IP du 12/03/2024 concernant l'économiseur Babcock associé au générateur de vapeur Gaec Alsthom n° F 3382. <p>Or, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de nouveau compte rendu de contrôle permettant de justifier la levée des réserves ayant motivées les IP non satisfaisantes. De plus, les équipements concernés ont été maintenus en service.</p> <p>Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a transmis par mail du 26 juin 2024, deux nouveaux compte-rendus d'IP pour ces équipements dont la conclusion est satisfaisante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions d'utilisation, respect de la notice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 4 I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
Constats : Un tableau de maintenance est présent dans la notice d'instructions de l'ACAFR dont le dossier a été consulté. Dans celui-ci, des contrôles sont prévus, notamment : - tous les mois : le contrôle du pressostat de sécurité de la porte, le contrôle du thermostat de sécurité de la porte, le contrôle des soupapes de sécurité. - tous les 6 mois : le contrôle visuel de l'état de l'usure des dents de la porte à baïonnette, le contrôle visuel interne de l'enceinte (corrossion éventuelle). Or, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la réalisation de ces contrôles à la fréquence prévue. Concernant le générateur de vapeur Gec Alstom, les analyses d'eau réalisées par BWT ne reprennent pas les prescriptions du constructeur. De même les entretiens prescrits par la notice n'ont pas pu être justifiés par l'exploitant. Suite à l'inspection, M. Bouhaoui a transmis par mail du 26 juin 2024, la notice d'instructions de la chaudière établie par le fabricant Babcock. Cependant, dans le tableau de surveillance transmis également dans ce mail, les paramètres réclamés par la notice ne sont pas tous repris (TA, TAC, Chlorures, SiO2/TAC, Phosphate) et les seuils ne sont pas respectés (sulfite : 50-100 au lieu de 40-80).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité n°6 : L'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation des contrôles prévus par les notices d'instructions de l'ACAFR et le générateur de vapeur dont les dossiers ont été consultés. En outre il est à noter que la Déclaration de conformité CE (partie état descriptif) pour l'ACAFR mentionne que le filtre a des caractéristiques suivantes : PS 5Bar et TS 150°C. La désignation du fluide (eau froide) est donc incohérente avec ces valeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Accessoires de sécurité des générateurs de vapeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 II. - Les générateurs de vapeur sont munis de tous dispositifs de régulation et accessoires de

<p>sécurité nécessaires à leur fonctionnement dans de bonnes conditions de sécurité.</p> <p>Selon leur mode d'exploitation, ils respectent les prescriptions de tout code ou cahier des charges reconnu par le ministre chargé de la sécurité industrielle ou de leur notice d'instructions si elle prévoit le mode d'exploitation choisi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation du générateur de vapeur, dont le dossier a été consulté, est réalisée selon le cahier des charges AQUAP 2007/01.</p> <p>Pour garantir un niveau de sécurité suffisant, ce dernier réclame que des contrôles des dispositifs de régulations soient réalisés tous les 6 mois. L'un peut être réalisé par du personnel indépendant du personnel de conduite tandis que le suivant est à réaliser par un organisme habilité.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de ces contrôles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n°7 : l'exploitant justifiera de la bonne réalisation des contrôles des tests des dispositifs de régulation annuels (par un organisme habilité) et semestriels (par du personnel indépendant du personnel de conduite).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>